

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : ASA 39/001/2008 – ÉFAI

27 février 2008

AU 54/08 Craintes pour la sécurité

THAÏLANDE Angkhana Neelaphaijit (f)

Amnesty International est profondément inquiète pour la sécurité d'Angkhana Neelaphaijit, militante active des droits humains dans le sud de la Thaïlande et épouse de Somchai Neelaphaijit, un avocat spécialisé dans la défense des droits humains qui a « disparu ». Cette femme bénéficie actuellement d'un programme de protection des témoins, mais elle craint d'être encore plus en danger lorsque les forces de polices reprendront la responsabilité d'assurer sa sécurité, le mois prochain.

Angkhana Neelaphaijit a été placée sous protection dans le cadre d'un programme gouvernemental après qu'une procédure judiciaire a été engagée, en 2004, au sujet de la « disparition » de son mari Somchai Neelaphaijit, survenue le 12 mars 2004. Personne n'a revu ce dernier depuis cette date et il est présumé mort. Cinq policiers sont mis en cause dans cette affaire, qui continue d'être instruite bien que le gouvernement thaïlandais tarde encore à assumer la responsabilité qui lui incombe d'enquêter sur ces faits et d'amener les responsables présumés à rendre des comptes.

La Loi sur la protection des témoins, qui s'inscrit dans la politique actuelle du gouvernement, prévoit que, dans les affaires où la police est impliquée, celle-ci ne participe pas à la protection des témoins. Le Service d'enquêtes spéciales (DSI) doit alors affecter des fonctionnaires civils dépendant du ministère de la Justice. Cependant, Amnesty International a appris qu'à compter du 1^{er} mars 2008, ce service n'affecterait plus que des policiers à la protection des témoins. Par ailleurs, à l'issue d'une entrevue qui aurait eu lieu entre Angkhana Neelaphaijit et l'ancien chef du DSI, au cours de laquelle cette femme a exprimé son inquiétude pour sa propre sécurité et celle de ses proches, le colonel de police Thawee Sodsong, secrétaire général adjoint du bureau du Conseil de lutte contre le trafic de stupéfiants, a été nommé à la tête du DSI. Ce fonctionnaire était le supérieur des cinq policiers mis en cause dans la « disparition » de Somchai Neelaphaijit, et certaines sources indiquent qu'il est à l'origine de ces faits.

Angkhana Neelaphaijit défend activement les droits humains dans le sud de la Thaïlande. Son courage et son engagement ont été récompensés par de nombreux prix. Elle critique avec force et persévérance le gouvernement de Thaïlande, ce qui lui a valu de multiples menaces contre sa sécurité. Il est absolument nécessaire qu'elle continue de bénéficier du programme de protection des témoins, non seulement pour que sa sécurité soit garantie, mais également pour qu'elle puisse poursuivre ses activités très utiles. Néanmoins, cette femme, comme d'autres victimes de violences policières présumées, ne se sentirait pas en sécurité si la police reprenait la responsabilité d'assurer sa protection – à tel point qu'elle songe à renoncer à ce programme de peur que sa participation à celui-ci ne la mette encore plus en danger.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le conflit qui se déroule dans le sud de la Thaïlande a dégénéré en violences entre les forces gouvernementales et les insurgés ces dernières années, faisant plus de 2 800 morts depuis janvier 2004. Les autorités ont répondu aux attaques des insurgés par des représailles, qui ont pris la forme de violations des droits humains telles que des exécutions extrajudiciaires, des « disparitions », des détentions arbitraires, de la torture et d'autres mauvais traitements. Les personnes qui critiquent ouvertement les autorités gouvernementales font l'objet de menaces et de manœuvres d'intimidation, et leur liberté de mouvement et d'accès est soumise à des restrictions qui compromettent leur sécurité et leur travail. Depuis 2001, on est sans nouvelles d'au moins 26 personnes en Thaïlande, originaires du sud pour la plupart, qui ont probablement été victimes de disparitions forcées. Parmi ces affaires, peu nombreuses sont celles qui ont donné lieu à une procédure judiciaire, et aucune n'a été élucidée de façon probante.

En janvier 2008, le Parti du pouvoir du peuple a dévoilé la composition d'un gouvernement de coalition dirigé par le Premier ministre Samak Sundaravej à la suite des élections du 23 décembre 2007. Ce nouveau gouvernement comprend des sympathisants du Premier ministre évincé, Thaksin Shinawatra, qui a été remplacé par des militaires après un coup d'État mené sans effusion de sang en septembre 2006 et fait aujourd'hui l'objet de poursuites pour corruption. Lorsque ce dernier était au pouvoir, le niveau d'ingérence politique dans la procédure judiciaire et la nette augmentation des exécutions extrajudiciaires étaient préoccupants. Au vu du récent changement de directeur général du Service d'enquêtes spéciales (DSI) et des informations indiquant que d'autres hauts fonctionnaires vont être remplacés par des alliés de Thaksin Shinawatra, Amnesty International craint que le nouveau gouvernement ne soit en fait une façade du précédent.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais ou dans votre propre langue) :

- exprimez votre préoccupation quant à la sécurité d'Angkhana Neelaphaijit ;
- déclarez-vous inquiet à l'idée que son placement sous la protection de la police n'augmente en réalité le danger auquel elle est confrontée ;
- exhortez le gouvernement à la faire bénéficier sans délai de mesures de protection assurées par des agents indépendants des forces de police.

APPELS À :

Premier ministre :

Mr. Samak Sundaravej
The Secretariat of the Prime Minister, Office of the Prime Minister
Government House
Pitsanulok Road
Dusit, Bangkok 10300
Thaïlande

Fax : +66 2 280 0858

Formule d'appel : *Dear Prime Minister, / Monsieur le Premier ministre,*

Ministre de la Justice :

Mr. Sompong Amornwiwat
Office of the Minister
Ministry of Justice
Chaeng Wattana Road
Pak Kred, Nonthaburi 11120
Thaïlande

Fax : +66 2 502 6734

Formule d'appel : *Dear Minister, /Monsieur le Ministre,*

Chef de la Police royale de Thaïlande :

Pol Gen Serapisuth Temiyavej
Office of Royal Thai Police
Rama I Road
Pathumwan, Bangkok 10330
Thaïlande

Fax : +66 2 250 1533

Formule d'appel : *Dear Police General, / Monsieur,*

Directeur général du Service d'enquêtes spéciales (DSI) :

Director-General of the Department of Special Investigation
499 Sukprapreut Building
Prachachuen Road
Bangsue District, Bangkok 10800
Thaïlande

Fax : +66 2913 7777

Formule d'appel : *Dear Director-General, / Monsieur,*

COPIES aux représentants diplomatiques de la Thaïlande dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 9 AVRIL 2008, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.